

Les activités de l'OPECST en 2008

... En bref ...



Conférence interparlementaire des commissions et organes parlementaires chargés de l'évaluation scientifique et technologique

5 rapports examinés et adoptés

(micro/nanoélectronique ; compensation du handicap ; sécurité des barrages ; bioéthique ; ressources halieutiques)

4 nouvelles saisines

(expérimentation animale ; champs électromagnétiques produits par les lignes à haute et très haute tension ; téléphonie mobile ; évaluation de l'application de l'article 26 de la loi bioéthique)

4 nouvelles études engagées

(pesticides, environnement et santé ; pesticides aux Antilles ; évaluation de la stratégie nationale de recherche en matière d'énergie ; expérimentation animale)



Audition publique sur la valorisation des résultats de la recherche (Mme Fioraso, députée, M. Birraux, député, Mme Péresse, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, M. Jean-Claude Étienne, sénateur)



MM. Etienne et Gaudin, sénateurs, lors d'une réunion de l'OPECST

6 auditions publiques organisées

dont 4 dans le cadre d'études

(exploration du cerveau et neurosciences ; procréation médicalement assistée ; apports de la science et de la technologie à la compensation du handicap ; biocarburants)

1 sur un sujet d'actualité

(Arctique)

1 dans le cadre d'une saisine législative

(valorisation de la recherche)

Relations avec la communauté scientifique

15 réunions plénières de l'Office

Activités internationales



Partenariat Science-Parlement (M. Birraux, député, M. Accoyer, Président de l'Assemblée nationale, M. Lejeune, député)

Rapports adoptés

➔ « *L'évolution du secteur de la micro/nanoélectronique* ». Ce rapport présenté devant l'Office, le 24 juin 2008, par M. Claude Saunier, sénateur, répondait à une saisine émanant du Bureau du Sénat.

Depuis le dernier rapport réalisé par l'OPECST en 2003, le monde des semi-conducteurs a connu des bouleversements importants. La poursuite de la miniaturisation et le basculement de la microélectronique dans la nanoélectronique s'accompagnent d'une explosion des coûts qui contraint l'industrie des semi-conducteurs à de profondes mutations. Cette évolution est rendue également nécessaire du fait du rôle croissant joué par le « More than Moore », à savoir l'intégration de plusieurs fonctions sur une puce. Ce rapport souligne la nécessité d'une politique volontariste car il s'agit d'un secteur stratégique dont dépend la compétitivité de secteurs entiers de l'économie. Il met l'accent également sur la nécessité de concilier le développement de cette industrie avec le respect de l'environnement et la préservation de la vie privée.

Pour l'élaboration de ce rapport, le rapporteur a procédé à l'audition d'une centaine de personnalités en France et de plus d'une centaine de personnalités à l'étranger (États-Unis, Chine, Singapour, Taiwan, Allemagne, Belgique, Pays-Bas).



➔ « *Les apports de la science et de la technologie à la compensation du handicap* ». Ce rapport, présenté devant l'Office le 1^{er} juillet 2008 par Mme Bérengère Poletti, députée, répondait à une saisine de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale.

A la suite de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 relative au handicap, ce rapport aborde la question de la compensation technique de tous les handicaps qu'ils soient moteurs, physiques, sensoriels ou liés à l'âge. Il met l'accent sur l'importance majeure des aides techniques pour améliorer la prise en charge du handicap et le rôle clé de ces dernières dans les années à venir, du fait notamment du vieillissement de la population. A cet égard, il souligne la nécessité de renforcer les politiques publiques destinées à financer et rendre accessibles aux personnes handicapées ces technologies susceptibles de transformer leur qualité de vie.

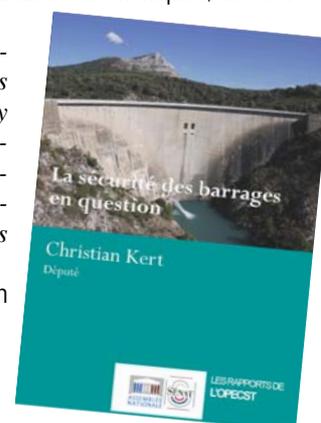
Pour l'élaboration de ce rapport, la rapporteure a procédé à l'audition de plus d'une centaine de personnalités en France et d'une centaine de personnalités à l'étranger (États-Unis, Japon, Suède, Pays-Bas).



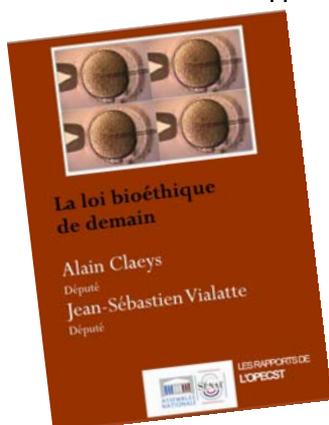
➔ « *L'amélioration de la sécurité des barrages et ouvrages hydrauliques* ». Ce rapport présenté devant l'Office le 2 juillet 2008 par M. Christian Kert, député, répondait à une saisine de la Commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire de l'Assemblée nationale.

Ce rapport a procédé à l'expertise de la très grande diversité des barrages et ouvrages hydrauliques réalisés et exploités. Si la sécurité des grands barrages hydroélectriques pose moins de problèmes qu'il n'y paraissait, les petits barrages et un certain nombre de digues ne répondent que très partiellement aux exigences en la matière. La mise en œuvre des recommandations préconisées dans le rapport paraît donc déterminante pour assurer l'avenir de la sécurisation de l'ensemble des barrages et ouvrages hydrauliques français.

Pour l'élaboration de ce rapport, le rapporteur a procédé à près de deux cents auditions en France et à plusieurs missions à l'étranger (Maroc, Suisse, Bulgarie).



➔ « L'évaluation de l'application de la loi du 6 août 2004 relative à la bioéthique ». Ce rapport, présenté devant l'Office le 18 novembre 2008 par MM. Alain Claeys et Jean-Sébastien Vialatte, députés, répondait à la saisine prévue à l'article 40 de la loi n° 2004-800 du 6 août 2004.



Se situant en amont du processus de révision de la loi relative à la bioéthique, ce rapport s'attache à relever les défis que les avancées de la science posent au législateur, dans un contexte mondialisé offrant la possibilité d'accéder à diverses techniques par Internet. Il suggère que la loi bioéthique de demain définisse un cadre et des grands principes sur chaque thématique. Tests génétiques, neurosciences et neuro-imagerie, greffes, assistance médicale à la procréation, cellules souches embryonnaires, font l'objet d'une analyse approfondie visant à étudier les conditions dans lesquelles les principes définis par la loi ont été appliqués, évaluer la solidité de ces principes et entrevoir les évolutions futures.

Pour l'élaboration de ce rapport, les rapporteurs ont organisé deux auditions publiques ouvertes à la presse sur les neurosciences et la procréation médicalement assistée, dans le prolongement de celle consacrée, l'année précédente, aux grands enjeux d'une nouvelle loi sur la bioéthique, et procédé à de nombreuses auditions, ainsi qu'à deux missions

à l'étranger, en Grande-Bretagne et en Espagne.

➔ « L'apport de la recherche à l'évaluation des ressources halieutiques et à la gestion des pêches ». Ce rapport, présenté devant l'Office le 9 décembre 2008 par M. Marcel-Pierre Cléach, sénateur, répondait à une saisine du Bureau du Sénat.

La pêche a longtemps constitué une activité sans frein, prélevant une ressource considérée comme infinie. Or, dans plusieurs régions, les stocks ont été exploités au-delà du raisonnable, mettant en danger certaines espèces. Alors que le développement de la pêche atteint ses limites, la demande alimentaire d'une population humaine en croissance maintient une forte pression. Les questions posées par la gestion des pêches n'ont pas qu'une dimension mondiale mais également française et européenne. C'est pourquoi, le rapport propose des mesures novatrices, allant d'une aquaculture vraiment durable à une gestion enfin rigoureuse des écosystèmes marins qui garantisse un avenir aux pêcheurs.

Pour l'élaboration de ce rapport, le rapporteur a procédé à près d'une centaine d'auditions en France et une centaine d'auditions à l'étranger dans le cadre de missions organisées au Chili, au Pérou, au Danemark, en Norvège, au Canada, aux Etats-Unis, en Italie et en Belgique.



Nouvelles saisines

Quatre nouvelles saisines sont intervenues en 2008 :

- Saisine par la Commission des affaires économiques du Sénat sur « les effets sur la santé et l'environnement des champs électromagnétiques produits par les lignes à haute tension et très haute tension »
- Saisine du Bureau de l'Assemblée nationale sur « l'évaluation des principes applicables en Europe à l'expérimentation animale et les méthodes alternatives à cette dernière »
- Saisine par le Bureau de l'Assemblée nationale sur « les conséquences éventuelles pour la santé de la téléphonie mobile »
- Saisine prévue par l'article 26 de la loi n° 2004-800 du 6 août 2004, relative aux résultats respectifs des recherches sur les cellules souches embryonnaires et sur les cellules souches adultes, afin de permettre un nouvel examen de ces dispositions par le Parlement.

Nouvelles études engagées

Durant l'année 2008, l'Office a adopté **trois nouvelles études de faisabilité** :

- Le 6 février 2008, l'étude de faisabilité présentée par MM. Jean-Claude Etienne, sénateur, et Claude Gagnol, député, nommés rapporteurs le 27 novembre 2007, sur « **pesticides, environnement et santé de l'homme : état des lieux et perspectives** » a été adoptée par l'Office qui avait été saisi par la Commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale.
- Le 15 avril 2008, l'étude de faisabilité présentée par M. Jean-Yves Le Déaut, député et Mme Catherine Procaccia, sénateur, nommés rapporteurs le 27 novembre 2007, sur « **l'utilisation du chlordécone, du paraquat et d'autres pesticides dans l'agriculture martiniquaise, guadeloupéenne et guyanaise** » et sur « **l'effet des pesticides aux Antilles sur la santé humaine** », a été adoptée par l'Office qui avait été saisi par la Commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire de l'Assemblée nationale et la Commission des affaires économiques du Sénat.
- Le 18 novembre 2008, l'étude de faisabilité de MM. Michel Lejeune et Jean-Louis Touraine, députés, nommés rapporteurs le 10 juin 2008, sur « **les principes applicables en Europe à l'expérimentation animale et les méthodes alternatives à cette dernière** » a été adoptée par l'Office qui avait été saisi par le Bureau de l'Assemblée nationale.

Par ailleurs, MM. Christian Bataille et Claude Birraux, députés, désignés rapporteurs le 11 décembre 2007, ont poursuivi leur « **évaluation de la stratégie nationale de recherche en matière d'énergie** », en application de l'article 10 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005.

Relations avec la communauté scientifique

Au cours de l'année 2008, trois centres de recherche ont été visités : l'Institut de la vision, à Paris ; le centre de recherche d'IFREMER à Brest et celui de l'IFP à Lyon.

Par ailleurs, le deuxième cycle du partenariat mis en place entre l'Académie des sciences s'est terminé par des réunions au Sénat et à l'Assemblée nationale, et par une présentation des travaux de l'OPECST devant les membres de l'Académie des sciences.

Auditions publiques

Six **auditions publiques** sur des sujets d'actualité ou s'inscrivant dans le cadre de rapports en cours ainsi que de saisines législatives, ont été organisées en 2008 en présence de la presse :



Audition publique dans le cadre de l'évaluation de la loi bioéthique de 2004 (M. Chneiweiss, membre du Conseil scientifique de l'OPECST, MM. Vialatte et Claeys, députés)

- Audition publique sur un sujet d'actualité, « **faut-il créer un observatoire de l'Arctique ?** », organisée le 26 juin 2008 par M. Christian Gaudin, sénateur.
- Auditions publiques sur « **exploration du cerveau, neurosciences : avancées scientifiques, enjeux éthiques** », organisée le 26 mars 2008 et sur « **procréation médicalement assistée : enjeux et défis éthiques** », organisée le 10 juin 2008, par MM. Alain Claeys et Jean-Sébastien Vialatte, députés, dans le cadre de l'évaluation par l'OPECST de la loi de bioéthique de 2004.
- Audition publique sur « **les apports de la science et de la technologie à la compensation du handicap** », organisée le 19 juin 2008 par Mme Bérengère Poletti, députée, précédant la présentation du rapport relatif au même objet.
- Audition publique sur « **les biocarburants** », organisée le 1^{er} octobre 2008 par MM. Claude Birraux, Christian Bataille, Jean-Yves Le Déaut et Jean-Pierre Brard, députés, dans le cadre du rapport sur « **la stratégie nationale de recherche en matière d'énergie** ».
- Audition publique, organisée le 16 décembre 2008, par MM. Claude Birraux, député, Jean-Claude Etienne, sénateur, et Mme Geneviève Fioraso, députée, ayant pour objet d'évaluer l'application de l'article 19 de la loi de programme pour la recherche de 2006 et, plus largement, de se pencher sur « **la valorisation des résultats de la recherche** ».



Audition publique sur les biocarburants (M.M. Brard, Bataille, Birraux et Le Déaut, députés)

Réunions plénières

L'Office s'est réuni quinze fois au cours de l'année 2008, pour désigner des rapporteurs, procéder à l'examen des études de faisabilité et des rapports et décider de l'organisation d'auditions publiques.

En avril, M. Claude Birraux, député, a été élu Président et, en novembre 2008, à la suite du renouvellement du Sénat, l'Office a procédé à l'élection du nouveau Bureau : *Président* : M. Claude Birraux, député - *Premier Vice-Président* : M. Jean-Claude Etienne, sénateur, *Vice-Présidents* : MM. Claude Gagnon, Pierre Lasbordes, Jean-Yves Le Déaut, députés, et Mme Brigitte Bout, MM. Christian Gaudin et Daniel Raoul, sénateurs.

En outre, sept réunions de l'Office ont permis à ses membres d'échanger avec des personnalités extérieures.

En janvier, l'Office a procédé à l'audition de M. Alex Türk, Président de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) ; en avril, à celle de M. Claude-André Lacoste, Président du Collège de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) sur l'état de la sûreté nucléaire et de la radioprotection en France et de M. Serge Feneuille, Président du Haut Conseil de la science et de la technologie (HCST). En mai, il a entendu Mme Michèle Froment-Védrine, directrice générale de l'Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement (AFSSET) qui a présenté le bilan d'activité 2002-2008 de l'AFSSET. Par ailleurs, l'Office a procédé, en juin, à l'audition de Mme Catherine Bréchnignac, Présidente du CNRS, et de M. Arnold Migus, directeur général.



Réunion de l'OPECST

Par ailleurs, l'Office a reçu, le 25 juin 2008, une délégation du Board de l'Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN), ainsi que des représentants de l'Association française pour le nommage Internet en coopération (AFNIC), sur la gouvernance de l'internet.

Enfin, l'Office a entendu, en juillet, les membres de la Commission nationale d'évaluation (CNE) des recherches sur la gestion des matières et déchets radioactifs.

Activités internationales



Conférence interparlementaire des commissions et organes parlementaires chargés de l'évaluation scientifique et technologique

Dans le cadre du volet parlementaire de la Présidence française de l'Union européenne, l'OPECST a organisé, le 22 septembre 2008, une conférence interparlementaire des commissions et organes parlementaires chargés de l'évaluation scientifique et technologique. C'est la première fois qu'une réunion interparlementaire de ce type était organisée dans le cadre du volet parlementaire d'une Présidence de l'Union.

L'OPECST avait retenu comme thème « Science, Société et Parlements », qui recouvrait deux problématiques, celle du rôle des Parlements dans l'évaluation des choix scientifiques et technologiques et celle de la réponse des Parlements aux interrogations des citoyens suscitées par les nouvelles technologies.

Par ailleurs, M. Claude Birraux, Président de l'OPECST, a représenté celui-ci lors de la conférence de l'EPTA (European Parliamentary Technology Assessment), réseau européen d'organismes

parlementaires d'évaluation scientifique et technologique, qui s'est tenue à La Haye les 27 et 28 octobre.

M. Pierre Lasbordes, Vice-Président, a représenté l'Office à la conférence européenne organisée à Versailles sur les infrastructures de recherche.

Plusieurs délégations étrangères (américaine, chinoise, thaïlandaise, japonaise,...) ont été accueillies.



Rencontre avec une délégation du Sénat thaïlandais



M. Pierre Lasbordes, député, lors de la 5ème conférence européenne sur les infrastructures de recherche

Composition de l'OPECST**Président :**

M. Claude Birraux, député

Premier Vice-Président :

M. Jean-Claude Étienne, sénateur

Vice-Présidents :

M. Claude Gagnon, député
 M. Pierre Lasbordes, député
 M. Jean-Yves Le Déaut, député
 Mme Brigitte Bout, sénatrice
 M. Christian Gaudin, sénateur
 M. Daniel Raoul, sénateur

Membres Députés :

M. Christian Bataille
 M. Jean-Pierre Brard
 M. Alain Claeys
 M. Pierre Cohen
 M. Jean-Pierre Door
 Mme Geneviève Fioraso
 M. Alain Gest
 M. François Goulard
 M. Christian Kert
 M. Michel Lejeune
 M. Claude Leteurre
 Mme Béangère Poletti
 M. Jean-Louis Tourraine
 M. Jean-Sébastien Vialatte

Membres Sénateurs :

M. Gilbert Barbier
 M. Paul Blanc
 Mme Marie-Christine Blandin
 M. Marcel-Pierre Cléach
 MM. Roland Courteau
 M. Marc Daunis
 M. Marcel Deneux
 M. Serge Lagache
 M. Jean-Marc Pastor
 M. Xavier Pintat
 Mme Catherine Procaccia
 M. Ivan Renar
 M. Bruno Sido
 M. Alain Vasselle

Composition du conseil scientifique

M. Michel Caboche
 M. Daniel Carolle
 M. Pierre Castillon
 Mme Anny Cazenave
 M. Hervé Chneiweiss
 M. Yves Coppens
 M. Jean-Marie Danion
 M. Jean-Marc Egly
 M. Jean-Pierre Finance
 M. Laurent Gouzenes
 Mme Claudie Haigneré
 Mme Sylvie Joussaume
 M. Jean Jouzel
 M. Axel Kahn
 M. Etienne Klein
 M. Daniel Kofman
 M. Jean-Claude Lefeuvre
 M. Jean-Claude Lehmann
 M. Jean-François Minster
 M. Michel Petit
 M. Joël de Rosnay
 Mme Annie Sugier
 M. Jean Therme
 M. Dominique Wolton